



**Manifestation du samedi 25 novembre**  
**Prise de parole intersyndicale et interassociative**  
**SNUipp-FSU, DDEN, FCPE, CGT**

Les personnels, enseignantes et enseignants, AESH, ATSEM œuvrent au quotidien pour la réussite de toutes et tous les élèves.

Les parents aspirent à ce que leur enfant réussisse et s'épanouisse à l'Ecole.

Les collectivités contribuent également à la réussite et à l'émancipation des élèves en veillant au bon fonctionnement des écoles dans le cadre d'un budget de plus en plus difficile à tenir.

Mais l'engagement, voire le surengagement des unes et des uns, les aspirations des autres ne pourront pas se concrétiser tant que l'Etat n'assumera pas ses responsabilités et ses obligations. Tous les jours, des élèves se retrouvent sans enseignante ou enseignant en Creuse. *C'est inacceptable !*

Les situations se multiplient et parlent d'elles-mêmes : en ce début d'année nous dénonçons des fermetures de classes uniques qui constituaient une rupture de continuité de service public. Aujourd'hui ce sont des écoles à deux classes qui sont fermées faute de remplaçante ou remplaçant ! Aujourd'hui, ce sont des écoles à 5 classes où 3 classes qui sont fermées ! Ce ne sont pas, ici, des situations isolées ! Elles sont quotidiennes et répandues sur toute la Creuse !!! *C'est scandaleux !*

Nous sommes ici face à une carence, une faillite de l'état que nos organisations dénoncent le plus fermement !

*Cette faillite doit cesser ! Elle dure depuis trop longtemps !*

Les personnels, les parents d'élèves, les élu.es sont las, désabusés, excédés de constater que la situation ne s'améliore pas alors que le remplacement est prétendument identifié comme étant une priorité depuis plusieurs années déjà !

Nos organisations réfutent l'argument qui consiste à dire que la crise est conjoncturelle !

Une crise qui dure depuis plus de 5 années ne relève plus de la conjoncture ! Cette crise est bien structurelle ! Elle doit trouver des réponses adaptées !

Nos organisations dénoncent la communication de l'IA DASEN qui consiste à dire que les difficultés de cette année seraient dues à une explosion des congés et absences des personnels ! *Comment peut-on tenir cette ligne de communication alors que les personnels se surengagent au quotidien justement pour compenser les carences de l'Etat ?*

D'ailleurs, l'étude dans la durée de la situation du remplacement montre que si les absences à remplacer ont légèrement augmenté, ce sont bien les absences non remplacées qui ont explosées ! C'est ainsi la capacité à remplacer les absences qu'il faut remettre en cause et non les absences des personnels ! L'IA DASEN ne peut pas faire porter la responsabilité des absences non remplacées sur les personnels !

Nos organisations condamnent également le retrait de 5 postes récupérés par le Ministère, en toute opacité, hors de tout calendrier réglementaire d'opération de carte scolaire. Ce retrait malhonnête et indigne conduit nécessairement à aggraver la situation du remplacement ! Ce retrait malhonnête et indigne vient contredire la communication du Ministère qui prétend faire du primaire une priorité et qui communique sans vergogne sur un prétendu maintien des moyens malgré la baisse démographique !

Ces 5 postes repris doivent être rendus au département sans délais! A défaut, toute mesure de carte scolaire ne servirait qu'à régulariser la situation sans que la moindre amélioration du Service ne soit mesurable sur le terrain...

Pour nos organisations, il n'est pas acceptable que cette problématique structurelle du remplacement perdure indéfiniment. La communauté éducative ne le supportera pas.

TOUT doit être mis en œuvre pour que la présence d'une enseignante ou d'un enseignant soit garantie dans toutes les classes de Creuse tous les jours jusqu'à la fin de l'année scolaire.

TOUT doit être mis en œuvre pour que cette crise structurelle du remplacement soit définitivement résolue afin que les personnels et les élèves n'en subissent plus les conséquences.

C'est dans ce contexte que les perspectives pour la carte scolaire à venir sont plus qu'inquiétantes ! En effet, le Ministère prévoit la suppression de 1117 postes dans le premier degré à la rentrée prochaine. *Comment croire qu'avec moins de moyens, l'offre de Service Public, pourrait être améliorée ?*

Alors que l'Institution est dans l'incapacité de répondre aux besoins de l'Ecole, des personnels, des élèves, le Ministère continue sa politique de casse de Service Public ! Nos organisations s'insurgent contre cette politique qui conduit à grever l'avenir de notre jeunesse ! Les élèves de Creuse, comme d'ailleurs, ont droit à un Service Public de qualité leur permettant émancipation et réussite scolaire !

Enfin, nous souhaitons apporter notre soutien à la communauté éducative du groupe scolaire de Jean Macé qui se mobilise légitimement en réponse aux déclarations de Madame de la Maire de Guéret et qui reste mobilisée malgré le rétropédalage opéré ! Nul doute que la mobilisation n'y est pas étrangère. Comme quoi se mobiliser et « faire le piquet de grève devant la DSDEN » n'est pas inutile !

Nos organisations restent vigilantes et dénonceront tout projet qui conduirait à dégrader l'offre scolaire, la proximité du Service Public sur la ville de Guéret et à dégrader les conditions de travail des personnels !

### **Pour nos organisations, pour l'Education, on ne compte pas !**

Nous continuerons, sans relâche, à lutter et à mobiliser :

- POUR dénoncer les absences non remplacées qui impactent la qualité du Service et dégradent les conditions de travail des personnels ;
- POUR demander que tout soit mis en œuvre pour garantir la présence d'un enseignant au quotidien dans toutes les classes de Creuse jusqu'à la fin de l'année ;
- POUR demander à ce que cette crise structurelle du remplacement à laquelle est confronté le département depuis trop longtemps soit définitivement résolue afin que les personnels et les élèves n'en subissent plus les conséquences ;
- POUR faire valoir la situation du département à la veille des opérations de carte scolaire qui s'inscriront dans un contexte de suppression de 1117 postes dans le premier degré ;
- POUR exiger toute la transparence sur l'utilisation des moyens alloués au département et le cas échéant, le maintien des moyens à hauteur de ceux qui ont, officiellement, été alloués au département ;
- POUR rappeler notre exigence d'un grand Service Public permettant d'œuvrer à la réussite et à l'émancipation de tous les élèves quelle que soit l'origine sociale ou territoriale des élèves !

